**Indemnité de panier**

**Source : Editions TISSOT**

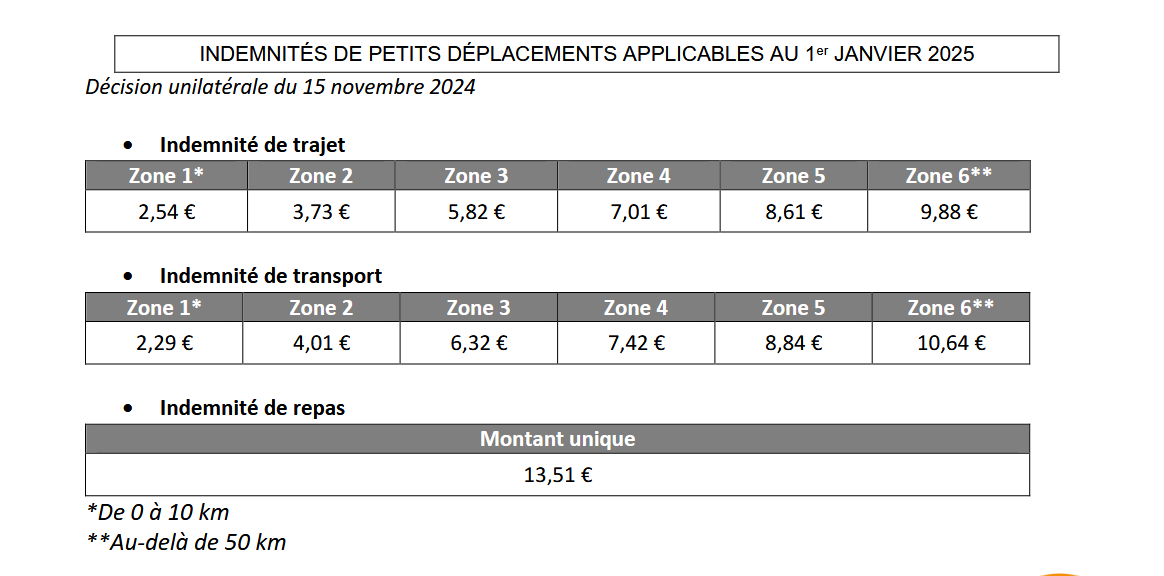
Une indemnité de panier (de repas) minimale est due si le salarié ne peut pas déjeuner chez lui du fait de l'éloignement du chantier où il est employé, sans que cet éloignement l'empêche de regagner son domicile en fin de journée.

L'employeur doit la verser si le salarié est obligé de prendre son repas sur le lieu de travail ou à proximité de celui-ci.

L’employeur verse par principe une indemnité de panier au profit du salarié telle que prévue par les **conventions collectives des ouvriers du BTP**. Le montant de cette indemnité doit au moins atteindre le montant prévu dans l’accord paritaire régional ou départemental applicable sur les petits déplacements. L'employeur peut aussi décider d'attribuer une indemnité de repas supérieure au montant minimal prévu pour l'indemnité conventionnelle de panier.

Exemple en Région Parisienne



Pour respecter son obligation de prise en charge des frais de repas supplémentaires sur chantiers, l’employeur peut également remettre au salarié des titres-restaurants. Si la participation patronale au titre-restaurant est inférieure au montant conventionnel minimal de l’indemnité de panier, l’employeur doit accompagner la remise du titre-restaurant d’une indemnité complémentaire de repas.

L’employeur peut également rembourser les frais de repas par le biais de notes de frais. Il rembourse alors le montant réel des frais de repas du salarié, qui doit fournir les factures de chaque repas.

Ou encore payer directement le restaurateur

**Déterminer le régime social et fiscal**

La prise en charge des frais de repas du salarié en déplacement est par principe considérée comme un remboursement de frais professionnels. À ce titre, elle est exonérée de charges sociales et d'impôt sur le revenu.

Lorsque cette prise en charge est réalisée par le versement d'indemnités de panier, elle est exonérée de charges sociales et d’impôt sur le revenu dans la limite d’un plafond fixé annuellement par l'URSSAF, égal 10,30 euros à partir du 1er janvier 2025. La fraction de l’indemnité de panier dépassant ce montant est soumise à charges sociales et impôt sur le revenu, **sauf à pouvoir justifier de l’utilisation conforme de l’indemnité par la présentation d’une facture détaillée.**

**En cas d'application de la déduction forfaitaire spécifique**, l’indemnité de panier est réintégrée dans l'assiette des cotisations sociales uniquement mais demeure exclue de l'assiette des contributions sociales et de l'impôt sur le revenu.

La fraction de l’indemnité de panier dépassant 10,30 euros à partir du 1er janvier 2025 est soumise aussi à CSG-CRDS et impôt sur le revenu, sauf à pouvoir justifier de l’utilisation conforme de l’indemnité par la présentation d’une facture détaillée.

Toutefois, la rédaction actuelle du BOSS semble autoriser les entreprises à ne pas réintégrer le montant de l’indemnité de panier (dans la limite du plafond URSSAF) même en cas de déduction forfaitaire spécifique. Un rescrit social est conseillé pour valider cette pratique et protéger l’entreprise en cas de contrôle URSSAF.

Si le salarié en petit déplacement est amené à devoir manger au restaurant, la limite de la présomption d’exonération fixée par l’URSSAF passe à 21,10 euros à partir du 1er janvier 2025.